

L'achat responsable, un incontournable dans la "politique achat"



RSE, circuits courts, achats éthiques, labels, certifications... cette série de termes s'impose au secteur médico-social et amène les acheteurs ou les personnels concernés à s'interroger sur leurs pratiques. Dans ce contexte, la notion d'achat responsable devient un concept clé.

La fonction "achat" vise à obtenir dans les meilleures conditions économiques possibles des produits, des biens et des services nécessaires à une activité, dans le respect d'objectifs de prix, de qualité et de délai fixé. Au-delà, elle a pour but de réduire les risques liés aux achats. Enfin, dans une période de dérèglement climatique et de transition écologique, elle intègre les contraintes environnementales, réglementaires, juridiques ou logistiques.

Dès lors, on comprend aisément que cette fonction doit être encadrée, que des règles doivent être fixées et que la mise en place d'une "politique achat" à l'échelle d'une organisation s'avère nécessaire. Comme nous l'indique le Baromètre 2019 de l'Observatoire des achats responsables, neuf organisations sur dix ont mis en place des politiques d'achats responsables, dont près de la moitié depuis cinq ans.

Comme nous l'écrivions dans [un précédent article](#), aujourd'hui, l'achat dépasse de très loin la seule problématique du prix ou du coût. Penser sa "politique achat" revient à intégrer en son sein la notion d'achat responsable. Avant d'aller plus loin, précisons qu'une telle politique regroupe l'ensemble des principes et des orientations générales, concernant les achats, s'appliquant sur l'ensemble de l'organisation. En résumé, la "politique achat" interpelle l'acheteur sur "comment acheter".

Choisir une ou deux typologies d'achats responsables

L'achat responsable, lui, pour reprendre la définition donnée par la norme ISO 20400, est un achat "dont les impacts environnementaux, sociaux et économiques sont les plus positifs possible sur toute la durée du cycle de vie et qui aspire à réduire le plus possible les impacts négatifs".

L'achat équitable, l'achat socialement responsable ou l'achat solidaire, l'achat durable, l'achat économie circulaire ou achat éco-conception, l'achat bio, l'achat circuit court forment les grandes familles d'achats responsables.

Mais votre Ehpad ne peut pas d'entrée de jeu se positionner sur ces six typologies. Il convient dans un premier temps d'en choisir une ou deux. Pour que le choix soit pertinent, il faut effectuer un diagnostic de vos achats.

Profitez de toute l'information Gerontonews.com en continu & illimité

Articles illimités

Dossiers pratiques illimités

Newsletter quotidienne

Multi-comptes

Testez **gratuitement** pendant 1 mois

DÉCOUVRIR L'OFFRE

Aujourd'hui, à l'instant T, quelles familles d'achats consommez-vous auprès de quels fournisseurs? A la suite du diagnostic, on choisit l'achat responsable le plus représentatif ou le plus facile à mettre en oeuvre, en sachant qu'au cours du diagnostic on peut s'apercevoir que certains fournisseurs sont dans des dynamiques de développement durable ou fournissent des produits achats responsables via certains labels. Souvent, les organisations font de l'achat responsable sans le savoir. Tous ces éléments doivent se retrouver dans la "politique achat".

Mettre les acheteurs autour de la table

Pour parvenir à construire une "politique achat" au sein d'une organisation, il faut mettre ses acheteurs autour de la table, l'équipe de cadres et s'il y a lieu, des membres du conseil d'administration (CA). C'est ce groupe de travail qui, au regard des achats effectués, va déterminer des orientations sur certaines familles de produits et fixer un cadre normatif sur la manière dont doivent être effectués les achats.

Une fois formalisée, la "politique achat" est validée selon les process de chaque organisation (équipe de direction, CA...), et est distribuée à l'ensemble des acheteurs pour lesquels elle devient une commande institutionnelle.

Elle est ensuite affichée au sein de l'établissement afin qu'usagers et professionnels connaissent bien les orientations déterminées par l'Ehpad.

La contrainte "achat responsable" s'adresse aussi aux petites structures. Dans ce cas, il convient de réunir des membres du CA, la direction et les personnels directement concernés par l'effectivité des achats. Si le process est moins lourd du fait de la structure, la méthode de travail reste la même.

Se fixer des objectifs chiffrés et évaluer

La "politique achat" fixe, comme nous l'avons vu, des orientations d'achats avec des objectifs chiffrés.

Par exemple, si vous avez constaté au cours du diagnostic que vous effectuez 5% de vos achats en circuit court, vous vous fixez, à partir de cet état de fait, l'objectif d'une somme d'achats en circuit court à 8%, et vous vous donnez un délai raisonnable à l'issue duquel vous évaluez l'effectivité ou non de cet objectif.

Une "politique achat" a des objectifs qu'il convient d'évaluer régulièrement. Quand l'objectif est atteint, on se donne un nouvel objectif ou on élargit à une autre famille d'achats responsables. La philosophie de la démarche n'est pas de tout faire rapidement mais bien d'inscrire une dynamique globale qui, étape par étape, se diffuse sur l'ensemble de l'Ehpad et concerne petit à petit l'ensemble des achats.

L'expérience montre que seules des démarches qui respectent la temporalité institutionnelle où l'on prend le temps d'explicitier à l'ensemble des parties prenantes la dynamique mise en place, où l'on communique à l'ensemble des acteurs les résultats des évaluations menées, parviennent à maintenir la motivation des acteurs dans la durée et finalisent à terme une évolution culturelle dans la mise en oeuvre des pratiques d'achat.

La mise en place d'une "politique achat" avec tout l'aspect responsable demande du temps et il faut jouer sur la temporalité pour maintenir la motivation dans la durée. Il faut qu'acheteurs et utilisateurs voient les effets et comprennent l'intérêt d'un achat responsable.

Comme nous pouvons le constater, il ne s'agit plus d'acheter, mais d'acheter avec du sens: mon achat répond à un besoin repéré, mais il s'inscrit dans une dimension qui dépasse l'institution pour s'inscrire dans une responsabilité sociétale et environnementale. De ce fait, cela devient un puissant moteur de différenciation et aussi d'innovation car, et c'est là toute la nouveauté, l'Ehpad ou le groupe va pouvoir communiquer sur ses engagements organisationnels concernant la mise en oeuvre de sa RSE [responsabilité sociétale des entreprises].

Tout cela n'est possible qu'à trois conditions: tout d'abord un engagement fort de la direction qui va donner l'impulsion, puis une formation des acheteurs pour bien appréhender la dynamique qui se met en place et enfin une sensibilisation des consommateurs ou des usagers pour qu'ils comprennent bien la démarche citoyenne dans laquelle est engagée l'institution qui les accueille.

Profitez de toute l'information Gerontonews.com en continu & illimité

Articles illimités

Dossiers pratiques illimités

Newsletter quotidienne

Multi-comptes

Testez **gratuitement** pendant 1 mois

DÉCOUVRIR L'OFFRE

APOGÉES



MUTUALISONS L'EXPERIENCE

Frédéric Blaser

Directeur de la Recherche et du Développement - Réseau
APOGÉES

Profitez de toute
l'information
Gerontonews.com en
continu & illimité

Articles illimités

Dossiers pratiques illimités

Newsletter quotidienne

Multi-comptes

Testez **gratuitement** pendant 1 mois

DÉCOUVRIR L'OFFRE